

fiscales et monétaires que le gouvernement désire, à juste titre, imposer.

Depuis l'époque de Jeremy Bentham, nous avons appris que la fonction du gouvernement est d'assurer le plus grand bonheur au plus grand nombre d'hommes. Un contemporain à l'esprit critique a ajouté: «et le moins de malheur au plus petit nombre». Cette condition est certainement un élément de la conception actuelle d'un système démocratique du gouvernement.

Les députés doivent examiner minutieusement les propositions contenues dans le budget. Ce n'est pas une tâche facile. Nous ne sommes pas des économistes et souvent j'en remercie le ciel. Je sais que les économistes ont tendance à mépriser les politiciens. Mais, en ce qui me concerne—et j'emprunte une phrase—l'économie politique et l'économie nationale sont des sujets trop importants pour être abandonnés aux économistes. Je dois peut-être une excuse au ministre des Finances qui, sauf erreur, a été lui-même un économiste. Toutefois au sein du cabinet il a évidemment oublié les principes économiques qu'il possédait.

Il nous est difficile d'aborder tous les sujets. Mais il y a une façon qui, je pense, nous permettra à tous d'avoir une meilleure compréhension de certains problèmes. Ainsi, lorsque le moment viendra d'en discuter, nous serons mieux préparés à le faire. Je proposerai une recommandation dans ce sens avant de terminer. J'ai l'intention, cependant, de soulever quelques arguments quant au budget. Je ne propose pas mes idées comme inaltérables ou comme nécessaires au bien du pays. Ce sont des idées en lesquelles je crois et elles pourront faire l'objet d'une discussion. En plus, elles pourront nous permettre d'arriver à une conclusion plus logique sur la politique fiscale et financière du gouvernement. Le public, je crois, aimerait voir notre attention se porter surtout sur les questions économiques qui le touchent de près au lieu d'aborder des choses qui ont donné lieu à des tragi-comédies.

Par exemple, j'ai l'impression que ces gens aimeraient nous voir étudier sérieusement le problème de l'inflation. Ce mot, évidemment, n'est qu'un euphémisme utilisé par les autorités pour indiquer que le prix de la viande, du lait, du pain, des chaussures, que les loyers, les impôts, etc., augmentent sans cesse à un point tel que nous avons raison de croire qu'un des objets volants non identifiés dont nous avons tant entendu parler a été identifié comme l'indice du coût de la vie.

C'est certainement un sujet d'inquiétude surtout pour ceux qui sont au bas de l'échelle économique, les humbles gens qui touchent des rentes fixes ou dont les revenus sont en

grande partie déterminés par des conditions extérieures au pays. Ce sont des gens dont les revenus suivent habituellement au lieu de précéder la montée des prix, ceux qui ne peuvent se permettre de payer plus pour acheter moins.

Quels remèdes, s'il en est, s'imposent? Je sais que le ministre suit les conseils financiers orthodoxes qui lui ont été donnés par ses conseillers orthodoxes. En cela, il a fait tout son possible. J'avoue que c'est un éloge mitigé, mais je ne puis aller plus loin.

Dans le bienheureux état d'ignorance où je me trouve, en matière d'économie politique classique, j'estime que le fait de hausser les impôts et d'éponger le pouvoir d'achat n'aboutit certes pas au plus grand bonheur du plus grand nombre, au sens de la définition que je donnais au début.

Je le dis parce que pareille mesure n'est sûrement pas pour le plus grand bien de la majorité. C'est la méthode de la carotte et du bâton mais avec une difficulté supplémentaire. Le ministre a tendu la carotte, mais, tandis que le bourricot y mord, le ministre le bat avec un bâton. Cela me paraît plutôt injuste. Quelqu'un d'autre a dit que c'était donner une dose d'huile de ricin le matin et un élixir parégorique le soir.

• (2.00 p.m.)

Le ministre a prescrit deux mesures complémentaires: un régime d'épargne forcée qui soutirera l'argent des placements directs, puis l'abandon des stimulants utilisés jusqu'ici pour favoriser le progrès de l'industrie. A ce sujet, j'aimerais me reporter au deuxième exposé du Conseil économique du Canada en ce qui a trait à la nécessité de stimulants afin que l'automatisation, la diversification de l'efficacité accrue entrent dans nos activités industrielles.

M. Deutsch, du Conseil économique, s'est préoccupé de cette question et a proposé de maintenir les mêmes stimulants. A la page 191 du rapport, on trouve ceci...

Grâce à l'expérience acquise:

L'exposé traite de l'expérience acquise grâce aux stimulants que nous avons déjà et que l'exposé budgétaire élimine.

...il devrait être possible aujourd'hui d'élaborer un programme meilleur et plus efficace. Un nouveau programme amélioré de stimulation d'ordre fiscal devrait être large et facilement accessible aux petites comme aux grandes sociétés. Il devrait encourager le plus grand nombre possible d'entrepreneurs à assumer des risques dans l'exploitation de nouvelles idées et de nouvelles méthodes.

Il est indispensable, dans un pays peu peuplé comme le nôtre, de fournir à nos industriels tous les stimulants possibles sous forme de recherches et de mise en valeur. Il est essentiel de leur aider à accroître leur efficacité. Tout effort en vue de diminuer ou